

4 International

Premières évacuations annoncées dans le

CONFLIT Alors que Russes et Ukrainiens se rejettent la responsabilité de bombardements et de provocations dans la région, les civils les plus vulnérables ont été priés vendredi de se réfugier à Rostov-sur-le-Don, en Russie

PAUL GOGO, DONETSK

La sirène a retenti vers 17h30, heure de Moscou, quelques minutes après une prise de parole inattendue et solennelle de Denis Pouchiline, président de la république autoproclamée de Donetsk. Sur un ton martial, tout de kaki vêtu, le leader séparatiste a annoncé une évacuation des femmes, enfants, personnes âgées et handicapées vers la Russie. Son homologue de la «république» voisine de Lougansk, Léonid Passetchnik, a fait de même avant d'appeler «tous les hommes capables de tenir une arme à défendre leur patrie».

Cette évacuation est une première en huit ans de guerre. D'après les déclarations des responsables séparatistes, ce sont les habitants situés dans les zones bombardées ces derniers jours et les proches des militaires qui devaient bénéficier de cette évacuation en prio-

rité, vers Rostov-sur-le-Don, en Russie. Vendredi soir, Vladimir Poutine a demandé à son Ministère des situations d'urgence de «créer des conditions d'accueil pour les réfugiés du Donbass» et promis 10 000 roubles aux familles concernées.

Léger mouvement de panique

Si une vingtaine de localités ont bien été bombardées depuis jeudi, entraînant une mise à l'écart des habitants concernés, le reste du front et l'intérieur de la région ne faisaient vendredi l'objet d'aucune pression militaire particulière. L'annonce du leader séparatiste a créé un léger mouvement de panique à Donetsk vendredi soir: les stations-service de la ville, les distributeurs de monnaie de la banque locale et les supermarchés étaient pris d'assaut par la population quelques heures avant le début du couvre-feu.

Cette déclaration s'inscrit dans une séquence débutée il y a quelques jours avec un propos tenu par Vladimir Poutine, qui avait valeur de signal inquiétant. Le président russe avait une nouvelle fois qualifié

un moyen d'alerter sur «une offensive ukrainienne à venir». Quelques heures plus tard, une vidéo non sourcée a été mise en ligne, montrant prétendument un soldat ukrainien préparer une attaque chimique...

aussi dangereux, un versant politique dont les commandes se trouvent entièrement au Kremlin. En début de semaine, Vladimir Poutine a laissé des députés communistes lui octroyer le droit de reconnaître les régions de Donetsk (RPD) et Lougansk (RPL) comme indépendantes. Le président russe a d'emblée balayé cette possibilité, arguant que cette reconnaissance «irait à l'encontre des accords de Minsk». Mais le fait est que le président a désormais l'outil en main et qu'il peut l'utiliser quand il le souhaitera.

Cela faisait plusieurs années que cette reconnaissance avait valeur d'épée de Damoclès au-dessus de la tête des Ukrainiens. Dès 2015 et la naissance des accords de Minsk discutés entre la Russie, l'Ukraine, la France et l'Allemagne, le Kremlin s'est posé en acteur à double casquette: à la table des négociations, en passeur de plats

«Il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que de nouvelles négociations à quelque niveau que ce soit aboutissent à une percée»

ANTON LAVROV, EXPERT MILITAIRE CITÉ PAR LE MÉDIA Russe IZVESTIA

la guerre du Donbass de «génocides», faisant craindre l'organisation d'une action de provocation destinée à justifier une intervention russe. Les tirs d'artillerie qui ont frappé une école de la région de Lougansk jeudi dernier ont été utilisés par la propagande séparatiste comme

En somme, divers prétextes sont utilisés pour justifier une intervention russe, laissant craindre le pire vendredi soir.

Reconnaissance possible de l'indépendance

Cette séquence dans le Donbass a un autre versant tout

Engagés dans un bras de fer psychologique, les Américains ne lâchent rien

ÉTATS-UNIS Le chef de la diplomatie Antony Blinken a, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité de Munich, dénoncé un «scénario de provocations russes pour justifier une invasion». L'«alarmisme» américain découle d'une stratégie claire

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, NEW YORK
@vdegraffenried

Objectif no 1: déstabiliser Vladimir Poutine, le pousser dans ses retranchements et démonter ses provocations qui menacent la sécurité européenne. Dans la crise ukrainienne, les Américains ne lâchent rien. La Maison-Blanche multiplie les signaux d'alerte, annonce depuis des jours une «invasion imminente» qui pourrait provoquer une nouvelle guerre froide, et égraine ses accusations crescendo, de façon toujours plus précise. En divulguant des informations du renseignement qui restent habituellement confidentielles.

Faut-il y voir de l'«alarmisme» voire une «hystérie», comme dénoncé du côté russe? Il s'agit en fait surtout d'une stratégie de communication parfaitement assumée. Qui a une vocation préventive.

Des critiques acceptées

Joe Biden est conscient qu'il joue un peu sa crédibilité, si Vladimir Poutine ne passe finalement pas à l'acte. Mais il est déterminé à prendre ce risque. L'enjeu est trop important. En clair: si répondre à la provocation en donnant dans l'hyperbole s'avère payant, et surtout pousse Vladimir Poutine à calmer le jeu, alors la mission sera réussie. Les Américains assumeront d'avoir été accusés d'alarmisme.

Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine, l'a dit sans amba-

ges devant le Conseil de sécurité de l'ONU, jeudi: «Si la Russie n'envahit pas l'Ukraine, alors nous serons soulagés qu'elle ait changé de cap et prouvé que nos prédictions étaient fausses.» «Ce serait une bien meilleure issue que la voie que nous suivons actuellement. Et nous accepterons volontiers toute critique que l'on nous adresse», a-t-il ajouté.

Un des objectifs du matraquage américain est de priver la Russie de l'élément de surprise dont elle a profité en 2014 en annexant la Crimée

En attendant, les Américains et leurs alliés maintiennent la pression. Et les tensions s'exacerbent. Vendredi, en plein ballet diplomatique frénétique, Antony Blinken a été très clair dans le cadre de la Conférence sur la sécurité de Munich qui se tient jusqu'à dimanche: les bombardements survenus dans l'est de l'Ukraine sont orchestrés par Moscou pour justifier une intervention militaire. Ils «font partie d'un scénario, qui consiste à créer de fausses provocations, puis à répondre à ces provocations et enfin à commettre une nouvelle agression contre l'Ukraine».

Et lorsque le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov a évoqué il y a quelques jours une possible

désescalade, il n'a pas baissé la garde. Au contraire: déterminés à ne pas perdre la moindre manche dans la partie de poker menteur qui s'orchestre autour de l'Ukraine et permet à Vladimir Poutine d'être au cœur des préoccupations, les Américains accusent les Russes de ne pas procéder aux retraites annoncés. Les troupes russes seraient au contraire plus nombreuses – 190 000 selon les Américains – à s'amasser aux frontières de l'Ukraine.

Pour la Maison-Blanche, une invasion reste «imminente». Les Etats-Unis ont décidé de déplacer leur ambassade de Kiev à Lviv, dans l'ouest du pays. Joe Biden et Antony Blinken procèdent à une avalanche de mises en garde et menaces de sanctions spectaculaires en cas d'invasion, tout en œuvrant, en coulisses, en faveur d'une «désescalade».

Et rarement les informations divulguées ont été aussi précises (mais souvent invérifiables par les médias). Selon un haut responsable américain cité par CNN, l'administration Biden pense que Poutine a été «pris au dépourvu par certaines divulgations». Des interceptions des services de renseignement auraient «permis d'entendre des responsables militaires et du renseignement russe se plaindre de l'exposition de leurs plans». Un des objectifs du matraquage américain est de priver la Russie de l'élément de surprise dont elle a profité en 2014 en annexant la Crimée.

La Conférence de Munich intervient alors que la Russie a remis jeudi aux Etats-Unis ses demandes stratégiques sur la sécurité en Europe, des demandes jugées inacceptables par les Occidentaux. Moscou réclame toujours le retrait de l'OTAN d'Europe de l'Est. ■

La religion, l'autre guerre entre Kiev

UKRAINE Berceau du christianisme orthodoxe russe, Kiev accueillie depuis 2019 l'Église autocephale ukrainienne, dissidence du patriarcat moscovite. Une dimension religieuse s'ajoute ainsi au conflit

ANNE-SYLVIE SPRENGER, PROTESTINFO
@AnneSySprenger

Alors que les blindés russes continuent de s'amasser aux frontières de l'Ukraine, les Églises de la région n'ont lancé aucun véritable message de paix. Le métropolitain Epiphane [de son nom d'état civil, Serhiy Petrovytch Doumenko], primat de l'Église orthodoxe d'Ukraine, a certes appelé à l'unité, mais dans un souci de conservation de l'identité nationale. Quant au patriarche Cyrille de Moscou, il s'illustre par son silence. C'est que les tensions actuelles ont une forte composante religieuse, comme l'explique Nicolas Kazarian, historien et spécialiste du monde orthodoxe.

En quoi la religion contribue-t-elle au conflit entre la Russie et l'Ukraine? La création en 2019 de l'Église orthodoxe ukrainienne, qui réunit des entités dissidentes du patriarcat de Moscou, a suscité une opposition frontale de la part de l'Église orthodoxe russe. Elle ne lui reconnaît pas de légitimité canonique et voit les Ukrainiens se détourner de son autorité au profit de cette nouvelle Église autocephale.

Que craint l'Église orthodoxe russe? D'abord la fin de son hégémonie sur les symboles identitaires et spirituels de l'orthodoxie russe. Kiev est le berceau du christianisme orthodoxe, sa Jérusalem en quelque sorte. Cet ancrage symbolique et historique est déterminant dans la capacité de la Russie à se projeter dans son histoire et sa maîtrise des outils symboliques définissant la narration de son identité nationale. Il est inconcevable pour Moscou d'être séparé du territoire sur lequel le christianisme a donné naissance au monde orthodoxe.

Le deuxième enjeu est d'ordre matériel: c'est celui de la gestion des lieux de culte. Le patriarcat russe redoute d'être dépossédé de ses biens immobiliers et de ses propriétés, notamment des plus grands monastères dont il est en charge aujourd'hui encore, soit la Laure des Grottes de Kiev et Saint-Job de Potchaïev, les deux grands centres spirituels de l'Ukraine.

Comment l'Église orthodoxe évolue-t-elle en Ukraine? Elle pèse toujours plus lourd. La part de ses fidèles est passée de 13 à 24% de la population totale du pays entre 2019 et 2021, selon le rapport 2021 du think tank Razumkov. Les orthodoxes ukrainiens représentent un tiers des fidèles du patriarcat de Moscou. Certains sont encore membres du patriarcat de Moscou,



INTERVIEW

«L'impact de ces rivalités entre Églises orthodoxes se fait sentir jusqu'en Afrique»

NICOLAS KAZARIAN, HISTORIEN ET SPÉCIALISTE DU MONDE ORTHODOXE

mais ils sont toujours plus nombreux à s'affilier à cette nouvelle Église. Or, sa capacité à peser sur la scène internationale en tant que première des Églises orthodoxes dans le monde dépend de son poids démographique. Selon l'issue de la concurrence avec cette entité adverse, elle pourrait perdre sa position de leader.

Donbass

facilitant le dialogue entre séparatistes et ukrainiens. Depuis le Kremlin, comme un acteur direct de la guerre du Donbass, capable de souffler le chaud et le froid dans la région pour secouer les chancelleries. Cette menace de reconnaissance est un outil de plus à portée du Kremlin, ostensiblement ajouté à la liste des nombreuses actions entamées ces derniers mois pour mettre Européens et Américains sous pression.

La «voix du peuple russe» défendue à la tribune

Vladimir Poutine n'avait pas besoin de son parlement pour s'octroyer le droit de reconnaître ou non les deux républiques séparatistes. Mais le vote de la Douma lui permet de mettre en avant un soutien de la population russe dans le cas où il se retrouverait à devoir prendre la décision seul. Plusieurs députés communistes et nationalistes

font d'ailleurs venus défendre à la tribune «la voix du peuple russe», affirmant que la «reconnaissance par la Russie des deux républiques aiderait à arrêter l'effusion de sang et les souffrances qui y ont lieu».

Cette évacuation est une première en huit ans de guerre

Cet usage annoncé d'une arme politique qui détruirait les accords de paix et les négociations en cours était inévitable, selon l'expert militaire Anton Lavrov, cité par le média russe Izvestia. «Il n'y a aucune raison de s'attendre à ce que de nouvelles négociations à quelque

niveau que ce soit aboutissent à une percée. Ces derniers jours, le président français Emmanuel Macron et le chancelier allemand Olaf Scholz ont discuté de la mise en œuvre des accords avec Volodymyr Zelensky. Mais il n'a pas été possible de convaincre le président ukrainien. Ce n'est donc pas un hasard si la question de la reconnaissance officielle de la RPD et de la RPL en tant qu'États indépendants a été soulevée au plus haut niveau en Russie», estime-t-il.

L'expert affirme également qu'une reconnaissance devrait forcément passer par une période de tensions destinée à justifier l'action. «Le problème est qu'une seule procédure de reconnaissance légale ne suffirait pas. Une telle décision devra très probablement être confirmée par la force. La solution devra assurer, sinon la paix, du moins un gel fiable du conflit» explique-t-il. ■

et Moscou



Que signifierait cette perte d'influence sur le plan politique? Les liens entre le patriarcat de Moscou et le Kremlin sont très étroits. Disons que le patriarcat de Moscou fait de la diplomatie parallèle... La diminution de son pouvoir entraînerait l'affaiblissement du Kremlin. Mais l'impact de ces rivalités entre Églises orthodoxes dépasse largement l'Ukraine et la Russie. Il se fait sentir jusqu'en Afrique.

Pourquoi choisir le continent africain comme terrain de rivalités? Moscou est aujourd'hui en train de monter en puissance sa présence et son action sur ce vaste territoire, notamment au Mali avec la présence de paramilitaires russes. Tout cela fait partie d'une même stratégie mêlant action militaire et économique, avec une forte dimension spirituelle.

Comment s'articule l'action du patriarcat russe

en Afrique? Il considère actée la rupture avec les quatre Églises orthodoxes ayant reconnu le patriarcat ukrainien – patriarcat ocuménique de Constantinople, le patriarcat d'Alexandrie, l'Église de Chypre et l'Église de Grèce. Le patriarcat de Moscou se donne donc désormais le droit d'agir directement sur leurs territoires canoniques en envoyant des prêtres russes convaincre leurs homologues africains de rallier l'Église orthodoxe russe. Il y a quelques semaines, l'annonce de la débâche d'une centaine d'éclésiastiques orthodoxes africains par le patriarcat moscovite a fait la une des médias russes. On assiste au déplacement de la question ukrainienne sur le continent africain. C'est une manière de faire pression pour empêcher la reconnaissance de l'Église ukrainienne. Si elle reste illégitime, le patriarcat de Moscou peut continuer d'exister comme la seule entité ecclésiastique canonique de ce pays. ■

Dans la lauré des Grottes, prestigieux monastère ukrainien datant du XIe siècle. Le patriarcat russe redoute d'en être dépossédé. IZVEI, 30 DÉCEMBRE 2018/ SADAQ SOUCI/LE PICTORIUM

EN BREF

Un ferry en flammes en mer Ionienne, onze disparus

Au moins onze personnes sont portées disparues vendredi après l'incendie d'un ferry italien au large de la Grèce, où une course contre la montre est engagée pour venir à bout du sinistre et secourir les passagers manquants avant la nuit, selon les autorités grecques. Le feu s'est déclaré peu après 4h du matin sur le «Euroferry Olympia» de la compagnie italienne Grimaldi. Sur un total de 290 personnes enregistrées à bord, 278 ont été secourues et acheminées jusqu'au port de Corfou, selon le bilan des garde-côtes grecs. Mais plusieurs manquent toujours à l'appel. AFP

Attentats d'Ahmedabad: 38 condamnations à mort

Un tribunal indien a condamné à mort vendredi 38 personnes dans le cadre du procès des attentats à la bombe d'Ahmedabad, dans l'ouest du pays, qui avaient fait 56 morts et plus de 200 blessés en 2008. Les onze autres ont été condamnées à la prison à perpétuité. Le 8 février dernier, 49 personnes avaient été reconnues coupables de meurtre et d'association de malfaiteurs pour les 19 attentats à la bombe synchronisés, commis le 26 juillet 2008. Au total, 77 personnes étaient jugées dans ce procès qui aura duré près de dix ans et vus plus de 1100 témoins appelés à l'appel. AFP

«La prospérité ne doit pas être un gros mot»

GENÈVE INTERNATIONALE Candidat sud-africain au poste de directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Mthunzi Mdwaba mise sur le travail collectif et la formation pour faire face aux défis des nouvelles technologies et du travail informel

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE BUSSARD
@StephaneBussard

Le 25 mars, une âpre bataille parviendra à son terme avec l'attribution du poste de directeur général de l'OIT, suite au départ du Britannique Guy Ryder. Cinq candidats ont été soumis à des auditions publiques en janvier, dont le vice-président de l'Organisation internationale des employeurs Mthunzi Mdwaba. Ce dernier s'est confié au Temps sur sa vision des transformations du monde du travail et de l'institution qu'il espère presider.

On vous décrit comme le candidat des employeurs. En quoi seriez-vous différent des autres en cas d'élection? Il n'y a jamais eu un représentant des employeurs à la tête de l'Organisation internationale du travail depuis sa création en 1919. Mon élection apporterait une diversité nécessaire. Nous pouvons voir le monde différemment, mais en fin de compte, nous œuvrons tous à la même chose: la justice sociale, la dignité, un travail décent et des entreprises durables. J'ai une expérience de l'organisation à faire valoir en tant que vice-président de l'Organisation internationale des employeurs (IOE) et représentant des employeurs au sein du conseil d'administration de l'OIT. Et puis, venant d'Afrique du Sud, je suis rompu au dialogue social. J'ai le sens du collectif dans la résolution des problèmes, aussi importants soient-ils.

«Ratifier les conventions n'est pas suffisant, il faut que l'OIT s'assure de leur mise en œuvre pour demeurer pertinente et visible»

MTHUNZI MDWABA, CANDIDAT SUD-AFRICAIN À LA PRÉSIDENTIE DE L'ORGANISATION

de la formation. En la matière, l'OCDE est beaucoup plus avancée, or elle ne sert que quelques pays tandis que l'OIT sert le monde entier.

Pour vous, le caractère informel de l'économie est un vrai problème. Nous gérons cette question de manière incorrecte. Depuis cinq à six ans, tout le monde répète qu'il faut impérativement passer à une économie formelle. Juste, mais plus facile à dire qu'à faire! En Afrique du Sud, par exemple, où je vis, 65% des emplois sont informels. Au Guatemala, en Colombie, cela monte même à 70%. Au Nigeria ou en Inde, on atteint les 90%. Réduire drastiquement ces chiffres est ardu mais essentiel en termes de protection sociale, d'infrastructures, de dignité. Pour ce faire, nous avons peut-être besoin de davantage de dialogue social.

INTERVIEW

Au cours des dernières décennies, les syndicats se sont sérieusement affaiblis. Du point de vue des employeurs, comment voyez-vous ce phénomène? Le partenariat social en général s'est beaucoup affaibli, jusqu'aux organisations réunissant des employeurs. Nous devons les renforcer et raffermir les syndicats, nés à un moment où la technologie n'impressionnait de conventions, qui sont assez peu connues. Elle doit aujourd'hui se repositionner: les ratifier n'est pas suffisant, il faut qu'elle s'assure de leur mise en œuvre pour demeurer pertinente et visible. Prenez la Convention de l'OIT sur le travail des enfants, un phénomène qui perdure alors que le texte a été ratifié de manière quasi universelle. Là encore, c'est une question de ressources et de formation.

La prospérité ne devrait pas être un gros mot pour vous... En effet, car elle est ce que nous voulons toutes et tous. Sans prospérité, ce serait très difficile, surtout après la pandémie de Covid-19 qui a touché beaucoup de monde. Il fut un temps où parler du secteur privé et de productivité à l'OIT était mal vu... Le secteur privé est pourtant aussi important que le secteur public, il a un rôle majeur dans la création d'emplois.

Digitalisation et automatisation vont transformer radicalement le marché du travail. Quelles sont les principales réflexions des employeurs à ce sujet? Notre organisation doit rester pertinente, transparente, axée sur une bonne gouvernance et prête à affronter l'avenir du travail, un point sur lequel nous avons accumulé du retard. Or il faut de la prospérité et des compétences, comme le souligne à onze reprises la déclaration du centenaire de l'OIT en 2019. L'OIT ne peut parler d'emploi durable et d'employabilité sans se focaliser sur l'enjeu

L'Afrique du Sud où vous vivez vous a retiré son soutien. Comment expliquez-vous et quel en sera à votre avis l'impact sur votre candidature? J'aime mon pays, je suis un patriote. Il est vrai que ce type de décision m'a heurté, mais dans la vie, ce genre de déceptions arrive. Ce qui compte, c'est la manière dont on rebondit. En fait, je n'ai jamais été le candidat de la seule Afrique du Sud. Je suis le candidat de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), soit 15 pays. Ce qui me rassure, c'est d'avoir le soutien du Conseil national du développement économique et du travail (Nedlao), de syndicats, des employeurs et d'une partie de l'État.

Si vous êtes élu, vous serez le premier Africain à diriger l'OIT. Un symbole important? Si je suis élu, ce sera un heureux hasard de l'histoire. Mais je ne voudrais pas que mon élection repose sur ce seul fait. ■